



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

PAYS: RCA

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Réduction de la Violence Communautaire en République Centrafricaine(RVC-RCA)
Numéro du Programme (*le cas échéant*)
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/IRF - 128

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Mission pour la République Centrafricaine (OIM-RCA)

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: MINUSCA DDR, Haute Commission pour la Coordination DDR et RSS, CASAL (Cadre d'Appui Spirituel aux Autorités Locales) et la radio communautaire "LA VOIX DE PENDE"

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
4,750,000

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 4,750,000

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 27

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 15/1/2016

Date de fin prévue à l'origine³ 14/7/2017
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 31/3/2018

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Rapport soumis par

Nom: Mario Tavolaj

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Oui Non Date: 26/08/2016
Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*
 Oui Non Date: Avril à Mai 2017

Titre: Gestionnaire de Programme
Organisation participante (principale): OIM
Courriel: mtavolaj@iom.int

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

<i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</i>
<i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</i>

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles pour le programme national de DDRR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Les groupes cible prioritaires sont engagés dans les Cash for Work (CfW) et peuvent améliorer leurs conditions de vie et les infrastructures communautaires. Etat d'avancement : liste de CfW approuvée pour 7,000 enregistres. La totalité des 7,000 a bénéficié du CfW, desquels 4,681 ex-combattants et 2,319 membres vulnérables des communautés, ayant complété 24 journées de CfW chacun. 29 des 33 infrastructures on été réhabilités ou construites cette année. En plus, 487 kits de AGR ont été distribués à 597 bénéficiaires, du total de 1000 enregistres pour les AGR, dont 400 prévus par l'extension du projet. Un encadrement pratique des bénéficiaires est effectué par 20 agents techniques de base formés à cet effet. 300 bénéficiaires parmi ceux qui ont déjà commencé leur activité et qui ont donné preuve d'engagement et réussite sont en instance de recevoir une assistance technique et financière pour un renforcement de leurs projets.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Les résultats de l'évaluation finale de la première phase du projet indique que "globalement, le CfW et les AGR ont permis un bon début de réinsertion : 53% des ex-combattants bénéficiaires du projet affirment que leur situation économique s'est améliorée en raison du projet. Ceux qui ne sont pas d'accord avec cela se réfèrent principalement au fait qu'il y a trop

peu d'AGR disponibles et que la durée du CfW était trop courte pour leur permettre d'économiser de l'argent et commencer d'autres activités. Sur la base de l'évaluation finale de mai 2017, 73% des parties prenantes ont confirmé que les conditions de vie des bénéficiaires se sont améliorées (voir Page 6 de l'évaluation finale). Ce résultat a contribué d'une manière évidente à faire sortir les bénéficiaires, membres des groupes Patriotes, autodéfenses communautaires et Anti Balaka, de la spirale de la violence. Ce fait est prouvé par la chute drastique des incidents sécuritaires les ayant comme auteurs. Le nombre d'incidents du premier semestre de cette année ayant comme acteurs les groupes d'appartenance des bénéficiaires du projet se sont réduits à 5 contre les 26 de la même période de l'année précédente. Par contre le nombre total d'incidents sécuritaires n'a pas connu une réduction appréciable car les épisodes de violence perpétrés par le groupe MPC/RJ ont connu une augmentation dramatiquement remarquable. La théorie de changement est toujours valable comme elle a été formulée dans le document de révision de descriptif de projet, qui en bonne substance reste celle du document de projet sous conditions du control et des solutions de court et de long terme concernant les groupes signataires des Accords de Bangui.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

L'évaluation finale de la première phase, dont les résultats sont cités dans ce rapport, a été réalisée en avril-mai 2017, avec plus de 1000 bénéficiaires n'ayant pas encore eu accès à leur cycle CfW et moins de la moitié de la population ciblée par les AGR ayant eu accès à la formation et leurs kits. Le rapport a été terminé un mois avant la date réelle de fin du projet (14 Juillet 2017), appelé maintenant 1ere phase du projet, de sorte qu'à une évaluation finale du projet comprenant son extension (31mars 2018) l'impact du projet sera supérieur à ce déterminé par les indicateurs considérés dans le rapport. En tout cas, il y a eu deux problèmes qui ont contribué à un retard dans la mise en œuvre des activités : 1) une période de démarrage du projet plus difficile que prévu compte tenu du contexte sécuritaire et opérationnel extrêmement complexe et du manque d'une analyse au préalable de la nature des groupes armés; et 2) la détérioration de la situation sécuritaire dans la commune de Banh (Gouze et Bambara) à partir du dernier quadrimestre de 2016 ,alors qu'une partie des milices MPC/RJ initialement stationnées au nord de Paoua se sont déplacés à Gouze, d'où ont mené des attaque aux villages environnants; fait qui a eu pour conséquence l'arrêt des activités du projet CVR à Gouze et de forts retards dans les zones servies par l'axe Paoua-Bozoum. Pour ces raisons aussi, une extension du projet de huit mois et demi a été approuvée par PBSO avec un financement additionnel.

Description du résultat 2: La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au DDRR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés a été atteinte par le biais des formations professionnelles et des dialogues communautaires dans les zones sensibles, jouant un rôle plus fort et positif sur la prévention de la violence; la coexistence pacifique est atteinte au niveau de la communauté, à travers l'établissement de mécanismes de règlement pacifique des disputes intercommunautaires et interne comme alternative à la violence.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Un total de 450 incidents enregistrés dans la période 2015-2017. Les incidents violents commis par le groupe des bénéficiaires du projet se sont fortement réduits (voir résultat 1). Les Comités ont joué un rôle clés dans l'identification des bénéficiaires aux AGR, des infrastructures prioritaires et des projets communautaires et sont des acteurs de sensibilisation des communautés. Un cours de formation des formateurs sur l'analyse et la médiation pour 32 leaders communautaires, qui a leur tour ont formé 630 autres leaders a été mené. Ainsi 9 conflits majeurs ont été résolus avec l'organisation de 5 cérémonies de réconciliation et 21 autres conflits sont en phase de pre-médiation. 34 séances de sensibilisation communautaire sur les thèmes de paix, 272 séances de socialisation des bénéficiaires, 42 manifestations socioculturelles et sportives, 88 interventions de sensibilisation et information par la radio communautaire et par dépliants, posters (3000) et panneaux (26) distribués.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)? Pendant la vie du projet, diminution du nombre d'incidents de violence intracommunautaire et un pourcentage significatif de conflits inter et intracommunautaires résolus par des moyens pacifiques et signalés par les Comités Locaux. Selon les données collectés via le système de collecte des données mis en place, ce sont 450 incidents qui ont été enregistrés jusqu'à cette date. De manière générale, les incidents ont diminué de 25% pendant la durée de vie du projet et les incidents majeurs ayant comme acteurs les bénéficiaires du projet RVC ont diminué de 80% par rapport à 2016. Ce sont au total 09 conflits majeurs qui été résolus par les Comités Locaux et les Facilitateurs de dialogue communautaire avec l'appuis de CASAL et 21 autres conflits sont à létape de négociation en vue d'une solution pacifique.

Des campagnes communautaires de sensibilisation sont lancées pour informer les acteurs de violence et les communautés sur les risques liés à la circulation illégale des armes et sur les thématiques de la paix, de la cohésion sociale, du civisme et de la réconciliation. Ce sont 100 séances de sensibilisation à travers la radio, les affiches, dépliants et de formation qui ont été organisées sur les dangers liés à la circulation des armes. Afin de renforcer le controle de la communauté sur la circulation illicite des armes, 07 dépôts de stockage des armes ont été construit et trois Communautés ont déjà collecté des armes dans leur localité. Environ, 1,000 armes artisanales ont déjà été collectés et stockés dans les magasins. Selon le rapport final de Mai 2017, "presque tous les repondants hommes et femmes, ont vu les campagnes de sensibilisation et affirment que le projet à contribué à la sensibilisation sur les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC)" (Page 46). Toujours selon le même rapport, "60% des femmes et près de la moitié des hommes repondants indiquent que le désarmement ou la gestion des armes a été entrepris par ce projet" (Page 47) et 59,5% des combattants affirment avoir remis des armes.

Les éléments des groupes armés non éligibles au programme national de DDR et l'ensemble de la communauté sont engagés dans un dialogue sur la recherche, la mise au point et mise en œuvre des mécanismes pacifiques de règlement des différends. Pour faciliter les activités de socialisation des bénéficiaires, 25 Relais Communautaires (leaders religieux) ont été formés sur les thématiques de cohésion sociale, coexistence pacifique, éducation civique, le civisme afin d'encadrer les bénéficiaires sur les chantiers de travail temporaire. Ainsi 272 séances de socialisation ont été organisées. Dans le cadre du Championnat de football RVC, 20 matchs de football ont été organisés entre les Communautés et 22 activités socioculturelles regroupant environ 22,000 personnes.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Deux raisons principales pour les retards dans la mise en œuvre du projet: 1) l'étape préparatoire du projet a eu nécessité d'une période de temps plus long de ce qui avait été prévu pour : mobilisation et mise en œuvre des activités propédeutiques nécessaires à la identification des zones prioritaires et des bénéficiaires; mise en place des Comités Locaux et leurs formations sur les objectifs et thèmes du projet ; mise en place de la structure institutionnelle et opérationnelle; planification. Ces activités et leur complexité due au contexte sécuritaire et de difficultés d'accéder aux communautés n'avaient pas été évalué au niveau de la matrice des risques. L'utilisation de la radio locale comme moyen de transmission des messages et la tenue des réunions avec les représentants des communautés à Paoua pourraient être des mesures d'ajustement ;2) les activités des groupes armés, notamment MPC/RJ, avaient été incluses dans la matrice des risques comme cause, avec haute probabilité de se produire, de la dégradation de l'environnement sécuritaire avec un impact très négatif sur l'implémentation des activités du projet et son calendrier. Malgré les mesures prises par la gestion du projet en réduisant l'impact faisant recours à l'utilisation des partenaires ou à sous-traitants dans les localités à plus haut risque pour les activités de construction, transport, facilitation et formation l'insécurité croissante dû fait des actions de MPC/RJ a causé des forts retards dans le calendrier.

Description du résultat 3: .

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>La base de données du système d'information du projet permet le suivi et contrôle des indicateurs revus et actualisés par l'évaluation à mi-parcours. Cette évaluation a permis de mesurer l'état d'avancement au mois d'aout 2016 et fournir des recommandations, qui ont servi par la suite pour définir une stratégie de sortie. L'évaluation externe des mois d'avril et mai 2017 (évaluation finale) a enfin permis de faire l'état des lieux du projet avant l'approbations de son extension avec couts additionnels. L'évaluation a menée une enquête auprès des bénéficiaires et principaux acteurs concernant leur vision sur tous les aspects de mise en œuvre du programme. Le rapport d'évaluation a été examiné par l'OIM et par MINUSCA DDRR, partagé avec les membres du Comité de Pilotage et soumis à PBSO.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de</p>	<p>Oui. Le retard dans la mise en œuvre du processus de DDR national, et le fait qu' un nombre estimé de plus de 60,000 membres de groupes armés dans tout le pays ne répondent pas</p>

<p>consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. <i>(1 500 lettres maximum)</i></p>	<p>aux critères d'éligibilité du programme nationale de DDR, a créé une situation sécuritaire dangereuse. Une réponse au risque sécuritaire représentée par ces groupes, par les moyens d'un processus de réinsertion et de réintégration socioéconomique durable s'avère nécessaire. Le CVR Paoua a contribué à cet objectif en assurant la réinsertion socioéconomique d'un nombre de 4,681 membres de groupes armés et d'autodéfense (sur 7,000 bénéficiaires) et la réintégration de 360 (sur 600 bénéficiaires) avec le perspective d'atteindre le nombre de 600 au total par les biais des AGR à la fin de l'extension du projet en fin du mois de mars 2018. Ce projet a servi d'expérience et représente un modèle pour le développement d'interventions similaires de stabilisation communautaire et de réduction de la violence dans d'autres zones du pays touchées par l'insécurité.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. <i>(1 500 lettres maximum)</i></p>	<p>Le projet a bénéficié d'un financement de la part du CSO du Département d'Etat des Etats Unis pour soutenir le renforcement des capacités des autorités locales et leaders communautaires sur la médiation et la résolution des conflits. Ce nouveau financement a permis au RVC de mettre en place un cours complet de formation des formateurs (ToT) pour 30 leaders communautaires sélectionnés dans les 10 Comités Locaux (CL) et 02 membres d'une organisation de la société civile CASAL (Cadre d'Appui Spirituel aux Autorités Locales). Cela constitue un élément important de renforcement des capacités des CL de plus en plus actifs dans la médiation et la prévention / résolution des conflits intra et intercommunautaires par le dialogue. La MINUSCA a également demandé au projet RVC un plan détaillé, actuellement en cours de financement, pour construire ou réhabiliter réparer 21 ponts et établir l'illumination publique dans de localités critiques dans toute la sous-préfecture de Paoua. Cette décision a été prise suite ayant vérifié l'impact très positif que les interventions de réhabilitation de ponts ont eu à la fois sur l'économie et la sécurité, car facilitent l'accessibilité aux communautés aux patrouilles de la MINUSCA force et l'accessibilité aux marchés et services aux communautés plus éloignées.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? <i>(1 500 lettres maximum)</i></p>	<p>Les innovations clés apportées par le projet pilote à considérer comme bonne pratiques de référence pour le développement de nouvelles initiatives sont: 1) le partenariat avec les organisations de la société civile comme par exemple avec le groupe inter-religieux local CASAL (Cadre de Support aux Autorités Locales), qui a contribué à faire progresser le travail de médiation et de résolution des conflits, et négocier un meilleur accès aux zones à risque sécuritaire, ainsi qu'à améliorer l'impact d'une vaste gamme de campagnes de sensibilisation mené, entre autres, grâce au partenariat avec la Radio Communautaire, Radio Pende, qui a bénéficié de l'appui matériel du projet. 2) les initiatives communautaires de contrôle des armements, dans lesquelles les membres des groupes armés rendent leurs armes qui sont mises en dépôt dans les communautés, sous contrôle</p>

	<p>partagé avec les autorités locales, préservant ainsi la capacité de la communauté à se défendre, tout en empêchant la circulation non surveillée des armes . MINUSCA DDR avec UNMAS devraient superviser les interventions futures de ce type dans d'autres CVR. et 3) la mise en place du système d'alerte précoce dans toute la zone du projet qui alerte le plus rapidement possible la MINUSCA Force en cas d'attaque ou incursion des groupes ou encore pour le reportant de tous les incidents survenus dans la communauté.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le document de projet a indiqué un marqueur de genre 2. Cependant, l'équipe de l'évaluation finale considère que: "... après avoir examiné plusieurs documents, y compris le cadre de résultats, (nous n'avons) aucune information qui spécifie le score final du marqueur de genre du projet » . Dans la phase d'extension du projet un accent est entrain d'être mise sur la prise en compte du genre. En illustration, le choix des nouveaux bénéficiaire AGR prend en compte une proportion d'au moins 30% de femme. aussi, les femmes ont été fortement impliquées dans les formations sur l'analyse, la médiation et la facilitation de dialogue. 30% des personnes formées sont des femmes leaders. Le genre est entrain d'être pris en compte dans toutes les activités de l'extension du projet à savoir les AGR, les activités socioculturelles, les sensibilisations et dans les réunions de prise de décision. 30% de la main d'oeuvre de mise en oeuvre des projets communautaires sera constituée des femmes.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 La réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus	Indicateur 1.1 Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDR sont économiquement intégrés et ne retournent pas dans des activités illicites	0	4,800 éléments armés non-éligibles au programme national de DDR ont bénéficié d'un soutien pour leur réinsertion socioéconomique	4,681 membres des éléments armés non éligibles au programme national de DDR ont terminé un cycle de travail de 24 jours et 596 d'entre eux ont été sélectionnés pour la mise en place d'AGR durables	Une certaine réticence initiale des potentiels bénéficiaires pensant pouvoir bénéficier du DDR, présence de spoilers, peur que certains d'entre eux se déclarent comme éléments impliqués dans la violence. Le travail avec les CL a conduit à une hausse du nombre de membres de groupes armés acceptés	
	Indicateur 1.2 A la fin du projet, les membres de la communauté perçoivent une amélioration de leur situation économique	64,5% des membres de la Communautés et des autorités locales attribuent les principales causes de la violence et du banditisme à la	A la fin du projet, 80% des membres de la communauté interrogés perçoivent une amélioration de leur situation économique grâce au projet	57% des membres de la communauté perçoivent une amélioration de leur situation économique (53% pour les combattants et 61% pour les personnes vulnérables)	l'enquête a été menée au moment plus de 1,000 bénéficiaires attendaient d'avoir accès au Cfw et 240 bénéficiaires aux AGR. S'ajoute à cela l'augmentation du nombre de bénéficiaire (400 déplus).	Selon l'enquête sur la perception de la situation économique plus de 50% des personnes perçoivent une amélioration de leur condition de

		pauvreté et 43,63% à la présence des groupes armés.				vie à travers les AGR, Cfw et la réduction de la violence
Produit 1.1 Les groupes cibles prioritaires engagés dans les Cash for Work (CFW) ont permis d'améliorer les conditions de vie et les infrastructures communautaires locales	Indicateur 1.1.1 Nombre de participants inscrit dans les Cash for Work	0	7000 dans les 7 communautés cibles : 4,200 membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDR et 2800 membres vulnérables des communautés	7,000 bénéficiaires ont été engagés dans les Cfw dans les 10 communautés dont 4,681 membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDR et 2,319 membres vulnérables des communautés	10 communautés au lieu de 7 4,800 membres des groupes armés non éligibles au programme national de DDR et 2,200 vulnérables au lieu de 4,200 et 2,800); La part des femmes des groupes armés inscrites représente seulement 7% du total Pour les vulnérables, le % de femmes est 60	Augmentation du nombre de communautés en raison de la dispersion des communautés et des conflits entre eux/groupes armés respectifs. Atteindre au moins 25% de femmes du total des bénéficiaires
	Indicateur 1.1.2 Nombre de jours/personne	168,000 jours/personnes	0	168,000 jours/personnes		7,000 personnes ont reçu un salaire journalier pour les 24 jours de travail, représentant 168,000 jours/personnes
Produit 1.2	Indicateur 1.2.1					

	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
Résultat 2 La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au DDR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés a été atteinte par le biais des formations professionnelles et le dialogues communautaires dans les zones sensibles,	Indicateur 2.1 Nombre d'incidents de violence inter et intracommunautaire rapporté pendant la durée de vie du projet	Evaluation des données de base en cours: Rapport sur le système de suivi des incidents du CVR depuis 2015. Période à considérer comme données de base, Mai -Décembre 2016	A confirmer	450 incidents suivis à partir de Janvier 2015, se trouvant dans une base de données qui sera mise en ligne bientôt avec accès à distance restreint.	Les incidents sécuritaires majeurs ayant eu lieu dans les 10 communautés ont diminué de 25% pendant la durée de vie du projet. Les incidents sécuritaires ayant comme acteurs les bénéficiaires du CVR sont diminués dans l'année 2017 du 80% par rapport à 2016.	Système de suivi des incidents opérationnel, et cartographie /composante d'analyse en amélioration La tendance des incidents majeurs est à la baisse chez les groupes d'autodéfense à base communautaire et a augmenté pour les groupes armés de RJ et du MPC en raison de l'expansion de leurs activités.
	Indicateur 2.2 Nombre de disputes inter et	0	Les disputes inter et intracommunautaires résolues par des	9 conflits résolus par la médiation et 05 cérémonies de	Variance: La cible exprimée comme une "hausse de 30%" ne	5 cas de résolutions des disputes

<p>jouant un rôle plus fort et positif sur prévention</p>	<p>intra-communautaires résolues par des moyens pacifiques et rapportées par les comités locaux</p>		<p>moyens pacifiques rapportées ont augmenté de 30% au cours du projet.</p>	<p>réconciliation ont déjà été organisées et enregistrées.</p> <p>21 séances de médiation sont en cours</p>	<p>peut pas être utilisée, puisque la donnée de base est de 0, étant donné qu'aucun enregistrement des précédentes disputes n'existe.</p> <p>Par conséquent, l'objectif est défini à 10 résolutions de disputes menées enregistrées au cours du projet</p>	<p>intercommunautaires et 1 cas intracommunautaire organisés avec les CL respectifs : plus de 21 cas de conflits sont en cours de traitement. les incidents sont rapportés régulièrement par le système d'alerte précoce mise en place</p>
<p>Produit 2.1 Le comité local a un rôle clé dans les décisions de mise en œuvre des projets communautaires (besoins prioritaires de la communauté, sélection des</p>	<p>Indicateur 2.1.1 Nombre de réunions de coordination avec les acteurs de consolidation de la paix et de cohésion sociale incluant le Ministère de la Réconciliation</p>	10	30 réunions (au niveau central et régional)	30	<p>L'OIM en tant que membre de UNCT participe aux mécanismes de coordination des NU au niveau national et local (équipe pays humanitaire, Coord. du CM, cluster de protection). Le Comité de Pilotage du Projet comprend trois Ministères pour accentuer les mécanismes de coordination du projet</p>	<p>Réunions de mécanisme de coordination des NU au niveau national (équipe humanitaire pays, Coordination du CM, Cluster de protection) et au niveau de Paoua (Bureau de la MINUSCA, agences des NU, ONGI, ONG,</p>

bénéficiaires (40% des membres de la communauté), S&E, etc.) et dans la médiation des disputes communautaires						société civile, et les autorités locales concernées) Total: 197 réunions régionales.
	Indicateur 2.1.2 Nombre de comités communautaires locaux mis en place et/ou habilités	0	7 comités communautaires locaux sont mis en place et/ou habilités	10 CL sont établis avec 192 membres, habilités et formés sur les thématiques de la paix, cohésion sociale, vivre ensemble, dialogue communautaire (111 séances) avec ToRs définis	Variance: Forte fragmentation des communautés, dispersion des populations, difficultés de mouvement et manque de transports ; rivalités entre les groupes	Les 10 CL sont mis en place et fonctionnels, avec des termes de références établies et un code de conduite. les cycles de Formation sont terminés.
Produit 2.2 Des campagnes de sensibilisation communautaires ont été lancées pour informer sur les risques liés à la	Indicateur 2.2.1 Nombre de séances de sensibilisation effectuées pour informer sur les risques liés à la circulation illégale d'armes.	0	Au moins 70 séances de sensibilisation sont tenues sur les risques liés à la circulation illégale d'armes dans les 7 communautés	La formation des membres des CL et des Relais Communautaires est effectuée. 100 séances de sensibilisation à destination des bénéficiaires à travers les campagnes radio, les sensibilisation de masse et la socialisation des	Le nombre de communautés ciblées par le projet a augmenté, par conséquent au moins 10 séances de sensibilisation devraient être mise en œuvre dans chaque communauté	environ 80 campagnes de sensibilisation à destination des communautés (au moyen de la radio, de la distribution de matériel d'informations, de bannières sur les dangers liés à la circulation des armes dans

circulation illégale d'armes				bénéficiaires.		communautés). 120 séances de socialisation sur les chantiers cfw avec la moyenne de 12 séances.
	Indicateur 2.2.2 Nombre d'initiatives menées par les autorités locales et soutenues par le projet pour la remise volontaire d'armes aux autorités locales	0	A la fin du projet, au moins 7 initiatives menées par les autorités locales (1 par localité ciblée) sont entreprises pour la remise volontaire d'armes	03 initiatives de collecte et de stockage d'armes ont été menées dans 03 communautés. 07 dépôts d'armes ont été construits un nombre estimé de plus de 1,000 armes a été .mis sous control de la communauté.	Variance: Le nombre de CL est passé de 7 à 10 (une communauté trop loin des bases des CL a demandé à avoir sa propre initiative)	03 initiatives de collecte et de stockage d'armes terminées dans trois communautés. Construction au total de 7 lieux de stockages soutenue par le projet et la collecte et à travers la sensibilisation se poursuit pour renforcer le contrôle des armes
Produit 2.3 Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDR et la	Indicateur 2.3.1 Évènements sociaux/ culturels/ sportifs organisés par le projet au niveau communautaire	0	70 événements sociaux/culturels/sportifs sont organisés dans les 7 communautés au cours du projet		Variance: Décalage entre l'indicateur de résultat original (évènements sociaux/ culturels/sportifs organisés) et le résultat intermédiaire (21,000 membres de la communauté ont été	20 matchs de football du championnat de RVC ont eu lieu ; 22 festivals de musique et de danse traditionnelle ont

communauté sont engagés dans le dialogue communautaire sur les moyens pacifiques de résolution des disputes, comme alternative à la violence					sensibilisés sur le dialogue communautaire). L'ajustement présente une étape plus cohérente.	été organisés, Présence attendue : 22,000 personnes
	Indicateur 2.3.2 Nombre de séances d'éducation civique et de coexistence pacifique organisées au profit des membres associés aux groupes armés	0	350 séances d'éducation civique et de coexistence pacifique dans les 7 communautés	272 séances de socialisation ont déjà été conduites avec les bénéficiaires dans les 10 communautés, incluant la coexistence pacifique et l'éducation civique		3 séances de formation pour les communautés et les leaders religieux (25) sélectionnés pour la mise en œuvre des activités de socialisation dans les 12 sites de CfW. 272 séances de socialisation ont déjà été conduites dans les 10 communautés des 12 sites cfw
Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					

Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	L'engagement dans ce processus des membres des groupes armés (GAs) grâce à des mécanismes dirigés par la communauté permet de rééquilibrer la répartition du pouvoir entre les détenteurs d'armes et les autorités locale/leadership communautaire, et accélère leur réinsertion et réintégration dans leur communauté. Les mécanismes de contrôle des armes dirigés par la communauté elles même semblent être à la fois viables et durables, et devraient être explorés plus en profondeur, en tant qu'accompagnement essentiel au DDRR national
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La sequence d'une phase initiale de "Cash-for-Work" (CfW) suivi d'une activité de génération de revenu (AGR) est un mécanisme de réinsertion et de réintégration très utile pour traiter avec les membres des GAs informels, car il permet une période d'interaction avec eux; où autre que les activités de sensibilisation, de socialisation puissent recevoir une formation de base preleable aux AGR, ces derniers composés par une formation professionnelle et la mise à disposition des equipements, outils et materiels necessaires. En outre permet aux beneficiaires d'etre à mesure de contribuer financièrement à leur propre projet. Dans le projet pilote seulement une petite partie des membres des groupes armés (moins du 8%) a pu avoir accès aux AGR a cause des limitations budgétaires. Les futurs programmes RVC devraient considérer ces éléments et donner acces aux AGR à la totalité des ex-membres des GAs pour assurer durabilité aux resultats et à la stabilisation de l'environnement securitaire.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Pour profiter pleinement de la dynamique positive d'une intervention RVC, un lien stratégique plus clair devrait être établi avec le programme national de DDRR afin que les deux puissent s'engager de manière cohérente et simultanée, sans risque de créer confusion et fausses attentes parmi les groupes cibles qui peuvent éventuellement se chevaucher. Une intervention réussie RVC peut grandement faciliter un processus de DDRR qui peut alors se concentrer sur le noyau dur de groupes de milices à être entièrement mobilisées et d'assurer la protection des initiatives et beneficiaires CVR.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Le système d'alerte précoce mise en place a été d'une extrême importance dans le reportage des incidents d'une par mais d'alerte de la force MINUSCA en cas d'attaque ou des incursions des groupes armés afin de faciliter une riposte rapide de la force dans la protection des civils et un ensemble d'autres mesures qui ont comme but d'améliorer l'environnement sécuritaire, comme celle de réhabilitation des ponts, contribue substantiellement à la protection

	des populations.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Les 2 principaux chefs des milices d'Auto-Défense dans la région de Paoua sont "Colonel" X et "Général" Y (noms retenus pour des raisons de sécurité). L'engagement initial du CVR avec eux était prudent et ne permettait qu'une reconnaissance tacite pour que le projet commence à fonctionner dans ses zones sous leur contrôle. Cependant, X accepta rapidement de participer à son comité local et participa activement en incitant son groupe à déposer leurs armes qui étaient entreposées dans la communauté et soutient l'intégration de certains de ses éléments dans les activités CfW, pour lesquels il est devenu un facilitateur. Au fur et à mesure que la mise en œuvre du projet progressait (et que le processus de DDR auquel ils s'attendaient tous deux a continué à prendre du retard), Y aussi a finalement accepté de travailler en tant que facilitateur du CfW et a intégré un certain nombre de ses éléments dans le processus CfW. Plus tard, à mesure que la composante activités génératrices de revenus a commencé à être planifiée, les deux ont demandé des kits AGR et une formation, qui ont été approuvés par leurs comités respectifs, et sont actuellement mis en œuvre avec le soutien des membres de leur famille. Au fur et à mesure que ce processus avançait, les communautés respectives ont confirmé que X et Y et leurs groupes avaient cessé toute activité illégale (barrages routiers, banditisme) mais sont devenus tranquillement des «superviseurs de la paix» dans leurs communautés respectives, informant les autorités locales de Paoua et la MINUSCA de la présence d'éléments des groupes armés externes dans leur zone pour éviter d'avoir à les engager directement. Dans un épisode récent très parlant, un voleur a été capturé par les jeunes du village de Y. Au lieu d'arborer la «justice locale», ce qui aurait été le cas quelques mois plutôt, Y lui-même a amené le voleur à Paoua à la gendarmerie. Comme une rupture avait surgi entre ces deux leaders aux premiers stades de ce processus, la médiation par les CL et CASAL a conduit à une cérémonie de réconciliation formelle qui engageait non seulement les deux, mais leurs communautés respectives qui avaient aussi été prises dans le conflit. Tous deux ont participé à l'atelier ToT pour apprendre à être des médiateurs et à enseigner aux autres comment mettre en œuvre une gestion efficace des conflits. Ils ont participé à certaines initiatives de médiation (images de l'interview disponible dans la courte vidéo produite pour le CVR).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en retard

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Les dépenses sont entièrement alignées avec l'avancement des résultats et, en conséquence, font face à certains retards dus principalement aux suspensions des activités clés pour la réussite du projet à cause des crises sécuritaire engendrées par les activités du groupe armé MPC/RJ (Gouzé, Bambara, Bele, Doula entre autres).

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Réinsertion économique des éléments des groupes armés non-éligibles pour le programme national de DDRR est atteinte grâce à la formation professionnelle et aux activités génératrices de revenus.					
Produit 1.1	Les groupes cibles prioritaires engagés dans les Cash for Work (CFW) ont permis d'améliorer les conditions de vie et les infrastructures communautaires locales	OIM	3,427,781	2,981,184	
Produit 1.2					
Produit 1.3					
Résultat 2: La réinsertion sociale des éléments des groupes armés non éligibles au DDRR et la coexistence pacifique au sein de leurs communautés a été atteinte par le biais des formations professionnelles et des dialogues communautaires dans les zones sensibles, jouant un rôle plus fort et positif sur la prévention de la violence; la coexistence pacifique est atteinte au niveau de la communauté, à travers l'établissement de mécanismes de règlement pacifique des disputes intercommunautaires et interne comme alternative à la violence.					
Produit 2.1	Le comité local a un rôle clé dans les décisions de mise en œuvre des projets communautaires (besoins prioritaires de la communauté, sélection des bénéficiaires (40% des membres de la communauté), S&E, etc.) et dans la médiation des disputes communautaires	OIM	213,414	97,032	

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Produit 2.2	Des campagnes de sensibilisation communautaires ont été lancées pour informer sur les risques liés à la circulation illégale d'armes	OIM	385,094	175,088	
Produit 2.3	Les éléments des groupes armés non-éligibles au programme national de DDR et la communauté sont engagés dans le dialogue communautaire sur les moyens pacifiques de résolution des disputes, comme alternative à la violence	OIM	723,711	329,045	
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:		OIM	4,750,000	3,492,350	

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

Deux recommandations principales sur les modalités de mise en œuvre ont été mises en évidence par les évaluateurs externes : 1) qu'une présence accrue sur le terrain de la section DDR de MINUSCA, en particulier dans la supervision d'un processus plus

large de contrôle des armements communautaires, sera très bénéfique pour augmenter l'impact et l'efficacité du projet et 2) que la création d'un Comité de Pilotage au niveau local de Paoua sera extrêmement utile pour assurer une meilleure coordination entre les Comités Locaux et les autorités, ce qui facilitera la durabilité et améliorera l'appropriation effective globale du programme par les autorités nationales. On considère en outre que pour ce genre d'initiatives en prenant en compte aussi les conditions du milieu et les contraintes sécuritaires le temps d'exécution ne devrait pas être inférieur à deux années. Ça en considération aussi d'assurer un majeur degré de durabilité aux résultats du projet.